

Les défis de la Grande Région détaillés en chiffres

Chapeauté par onze gouvernements et entités locales, la Grande Région a notamment souffert des effets de la crise sanitaire, les décisions ayant souvent été prises au niveau national et non local.



[GRANDE RÉGION](#) 20.01.2021 Jean-Michel HENNEBERT

Alors que se réunit ce mercredi un sommet regroupant les responsables politiques des quatre pays concernés, retour sur les données d'un territoire sur lequel vivent 11,7 millions de personnes et dont le Luxembourg occupe le centre.

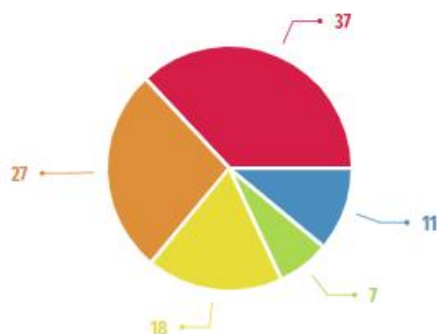
Née officiellement dans les années 1980 de la volonté de quatre Etats de formaliser les coopérations frontalières, la Grande Région reste un concept aux contours flous. Entité politique regroupant pas moins de onze gouvernements et collectivités territoriales, elle héberge 11,7 millions de personnes sur son territoire. Dont 5,3 millions ayant un emploi et qui ont produit, en 2020, un produit intérieur brut de 412 milliards d'euros. Soit «un ordre de grandeur comparable au PIB de l'Autriche», selon les statistiques officielles publiées mardi.

Centrée sur le Luxembourg, véritable moteur économique de cet espace, la Grande Région affiche pourtant des visages bien différents. Aussi bien dans ses secteurs d'activité, que dans le niveau d'éducation de ses populations ou bien encore dans l'exploitation de son territoire. Des contrastes qui laissent entrevoir certaines possibilités, notamment au niveau énergétique. Ainsi, si en 2020, la consommation est principalement tournée vers le pétrole et le gaz, des possibilités de développer la production et la consommation électrique existent.

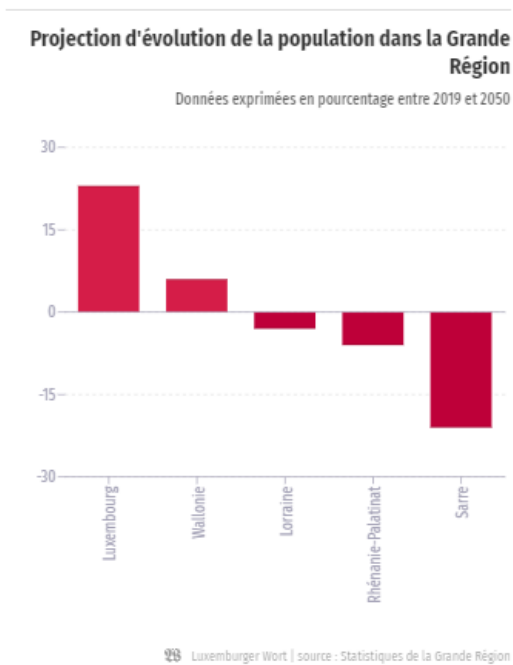
Consommation énergétique de la Grande Région

Données exprimées en pourcentage en 2020

● Pétrole ● Gaz ● Electricité ● Charbon ● Autres



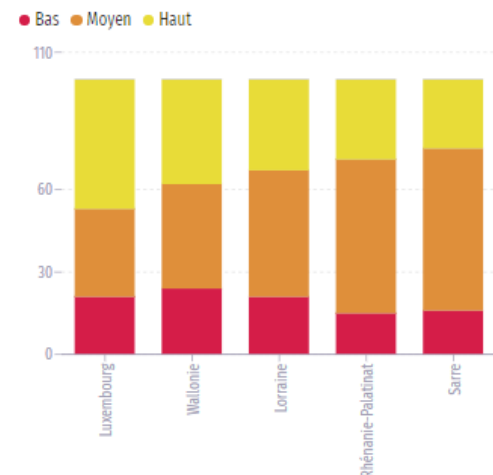
Même chose en ce qui concerne l'activité économique, très largement tournée vers le secteur tertiaire (73%) alors même que plus de 80% du territoire est occupé par des surfaces agricoles ou boisées. Autrement dit, l'aménagement du territoire se trouve, pour l'heure, concentré sur un espace restreint, autour des grands centres urbains. Raison notamment pour laquelle les responsables politiques devraient adopter, ce mercredi, une nouvelle «stratégie opérationnelle transfrontalière» vouée notamment à «favoriser l'implantation équilibrée des activités au bénéfice des populations».



Le défi s'annonce de taille au vu notamment des projections démographiques. Car si, en 2020, la Grande Région regroupait une majorité (52%) de personnes âgées entre 20 et 60 ans, la donne s'annonce radicalement différente au cours des décennies à venir. Impacté par le vieillissement de la population, le territoire devrait connaître des évolutions contrastées, puisque seuls le Luxembourg et la Wallonie devraient voir leur population continuer à augmenter d'ici à 2050. Ce qui ne sera pas sans conséquence sur le marché du travail, notamment grand-ducal, en recherche permanente de main-d'oeuvre pour maintenir son système social.

Niveau d'éducation au sein de la Grande Région

Données exprimées en pourcentage de la population selon l'International standard classification of education



Exigeant dans les profils recherchés, le Luxembourg pourrait devoir mener des coopérations plus poussées avec ses partenaires pour répondre à ses différentes problématiques. Que ce soit en ce qui concerne la formation de son personnel médical ou de ses acteurs du secteur financier. Un défi au vu des écarts de niveau d'éducation enregistrés pour le moment. Car si près d'un résident sur deux au Grand-Duché dispose d'un niveau de formation élevé, ce critère passe à un tiers en Lorraine et un quart en Sarre, selon les données des différents instituts statistiques. Des données à toutefois relativiser au vu de la composition hors norme de la population luxembourgeoise comparée à ses voisins, nettement moins cosmopolite.

A noter enfin qu'au-delà de ces sujets portant sur le long terme, les responsables politiques devraient aussi tirer les leçons de la crise sanitaire. Car la Grande Région a clairement été mise à mal par la pandémie et ses conséquences. Censé être un territoire d'expérimentation pour la mise en œuvre accélérée d'échanges entre pays limitrophes, l'espace s'est transformé en symbole des divergences nationales, avec application de mesures décidées au niveau national. Notamment par la réinstauration de contrôles aux frontières, voire la fermeture de ces dernières, l'année même des 25 ans de l'accord de Schengen...